

ouverte à l'aide de brise-glace ou même de sous-marins afin que ce blé soit recueilli même durant les mois d'hiver?

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, comme ministre des Finances je me trouve dans la position extraordinaire de porte-parole de la Commission canadienne du blé, mais il ne m'incombe aucunement de garder ouverte la Baie d'Hudson. Cette question devrait peut-être s'adresser à un autre ministre.

**M. Rapp:** J'ai une question supplémentaire que je devrais peut-être poser au ministre des Transports. Le ministre étudierait-il cette question afin de garder ouverte la voie maritime, vu que les Russes ont indiqué qu'ils se serviraient de ce port même pendant l'hiver?

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je pourrais, pour plaisanter, dire que j'emploierai tous les sous-marins du ministère des Transports à cette fin, mais je ne crois pas que cela impressionnerait la Chambre. Sérieusement, j'aimerais dire au député que le ministère des Transports, le Conseil des ports et le ministère des Travaux publics font tout leur possible pour utiliser le port de Churchill au maximum, surtout par suite de la malheureuse interruption des services.

### L'ASSURANCE-CHÔMAGE

#### LE SURSIS DE LA FERMETURE DE BUREAUX AU QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. J. R. Keays (Gaspé):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Travail. Étant donné la fermeture imminente de cinq ou six bureaux d'assurance-chômage situés dans la région du bas Saint-Laurent, le ministre voudrait-il songer à retarder la mise en œuvre de la décision jusqu'à ce que les intéressés aient pu lui présenter des instances?

**L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, je le répète, la décision relève de la Commission d'assurance-chômage elle-même. Toutefois, je communiquerai à la Commission la proposition du député. Celui-ci, sans doute, aura remarqué que la Commission, depuis plusieurs semaines, a donné un avis de son projet, non seulement pour sa circonscription à lui, mais pour plusieurs autres au Canada.

**M. Keays:** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre veut-il dire

qu'un avis a été donné dans les régions où les bureaux seront fermés?

**L'hon. M. Nicholson:** Je ne saurais préciser quant à l'avis qui concerne la circonscription du député, mais je sais pertinemment que de 50 à 100 avis concernant la mesure ont été expédiés depuis trois ou quatre mois.

**M. Keays:** Une autre question complémentaire, monsieur l'Orateur. Je demanderais au ministre d'examiner la question plus à fond, car il ne s'agit pas d'une seule, mais de quatre régions du bas Saint-Laurent, dont aucune n'a reçu d'avis.

**L'hon. M. Nicholson:** Monsieur l'Orateur, j'ai donné au député l'assurance que je signalerai ses observations à la Commission.

### LE PACIFIQUE-CANADIEN

#### PRÉSUMÉE DÉCLARATION AU SUJET DES GRÉVISTES ET DE LEURS DROITS À LA PENSION

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Puis-je, monsieur l'Orateur, poser une question au ministre du Travail? Comme M. Ian Sinclair, président du Pacifique-Canadien, a déclaré que tout employé ferroviaire en grève qui refuse de retourner au travail pour le compte de cette société de chemin de fer peut perdre ses droits à la pension, le ministre pourrait-il envisager la possibilité d'attirer l'attention de Monsieur Sinclair sur les dispositions de la loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail?

**L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail):** Volontiers, monsieur l'Orateur.

### LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

#### LA BAISSÉ DES FONDS DE LA CAISSE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social si la caisse fédérale de la sécurité de la vieillesse a vu ses fonds baisser depuis le 15 juillet, contrairement aux données que m'a fournies son ministère.

**L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, c'est une question qui relève, je pense, du ministre des Finances.

**M. Winkler:** Alors, puis-je poser cette question au ministre des Finances?